

# Mehmet Ađar devant la justice, 13 ans après Susurluk

vendredi 27 février 2009, par [Jean Marcou](#)

**Mehmet Ađar, ex-chef de la police et ancien ministre de l'Intérieur, comparaît devant la 11<sup>e</sup> chambre criminelle d'Ankara, depuis le 9 février 2009. Il est accusé d'avoir couvert des structures occultes de la police chargées, dans les années 90, d'exécuter les bases besognes de l'Etat, notamment lors d'opérations menées contre la rébellion kurde. Ce procès, où les parties civiles sont représentées par une quarantaine d'avocats, est particulièrement attendu, car Mehmet Ađar, grâce son immunité parlementaire, a réussi à se soustraire à la justice pendant près de 13 ans !**

L'affaire remonte, en effet, au milieu des années 90. Le 3 novembre 1996, une voiture percute un camion à Susurluk, un nœud routier au Sud de Bursa dans le Nord-Ouest de la Turquie, 3 personnes sont tuées (Mehmet Ozbay alias Abdullah Catlı, un activiste d'extrême-droite, Hüseyin Kocadađ, un chef de la police, et Gonca Us, un ancien top model compagne de Catlı), tandis qu'une autre est blessée (Sedat Edip Bucak, un député du DYP). Très vite l'accident de Susurluk devient une affaire d'État, car il montre les liens courants que la police, les foyers d'activistes d'extrême-droite, les milieux mafieux et la classe politique turque au pouvoir entretiennent pour mener à bien certaines d'activités occultes (éliminations d'opposants politiques, lutte contre les rebelles kurdes...).

Largement relatée par les médias, l'affaire de Susurluk provoque aussi rapidement une vive réaction dans l'opinion publique turque. Tous les soirs (à 21 heures), pendant plusieurs semaines, la population des grandes villes éteint massivement la lumière pour manifester par une minute d'obscurité son désir de pouvoir faire la clarté pour l'éternité ! Le principal initiateur de cette opération est Ergin Cinmen, qui est actuellement l'avocat de la famille de Hrant Dink. Cette protestation spectaculaire apparaît alors comme la première manifestation d'envergure de la société civile en Turquie. C'est aussi à cette époque que l'expression « Etat profond » commence à être couramment utilisée pour désigner cette collusion occulte d'activistes issus de l'armée, de la police, de la haute administration, de partis nationalistes de droite et de gauche, voire de milieux mafieux agissant en marge des institutions officielles, mais le plus souvent avec l'accord tacite de certaines d'entre elles.

Le scandale entraîne la démission de Mehmet Ađar, à l'époque ministre de l'Intérieur. Mais la justice ne parvient pas à l'entendre, car il est aussi député du DYP (Dođru Yol Partisi, le parti de la juste voie, une formation de centre droit fondée par Süleyman Demirel) et qu'il bénéficie à ce titre d'une immunité parlementaire dont le parlement refusera toujours la levée. Par la suite, de législature en législature, bien que l'étoile de son parti ait pâli, Mehmet Ađar, a poursuivi sa carrière parlementaire en continuant à bénéficier de ce précieux privilège. En 2002, il parvient encore à se faire réélire député indépendant et à échapper aux tribunaux. Toutefois, en 2007, ses efforts pour unifier le DYP et l'ANAP dans une nouvelle formation de centre droit (le Demokrat Parti, DP) échouent lamentablement (cf. notre édition du 4 juin 2007) et, à l'issue des élections législatives anticipées, le nouveau DP, avec 5% des voix, ne parvient pas à avoir une représentation parlementaire. Enfin privé de son immunité parlementaire par... la défection des électeurs, Mehmet Ađar est alors à la merci d'une réouverture des charges qui pèsent contre lui depuis le scandale de Susurluk. C'est ce qui explique l'ouverture de son procès aujourd'hui.

Lors des premiers développements de ce procès, rappelant ses états de service dans la police, Mehmet Ađar a nié en bloc son implication dans l'affaire de Susurluk. « Étant quelqu'un qui a dédié sa vie à combattre le crime et les criminels, je ne peux pas accepter l'accusation d'avoir monté un gang pour

commettre des crimes », a-t-il déclaré. Il n'a pas hésité à défendre également ses anciens collaborateurs : Sedat Bucak, le député rescapé du fameux accident, Korkut Eken, un lieutenant de police lui aussi impliqué dans le dossier Susurluk, et Ibrahim Şahin, un autre responsable de la police récemment arrêté dans le cadre de l'enquête Ergenekon. Tous ces gens seraient, selon l'ancien ministre de l'Intérieur, parfaitement recommandable et l'Etat leur devrait beaucoup. Il reste que Mehmet Ağar devra s'expliquer entre autres sur plusieurs milliers de crimes restés inexpliqués dans les années 90, qui semblent avoir été le plus souvent en relation avec la lutte menée alors contre le PKK.

L'annonce de la comparution de Mehmet Ağar en justice a provoqué la tenue de manifestations à Istanbul et Ankara. Les juges oseront-ils enfin s'en prendre à l'Etat profond ? L'entreprise a sans doute un peu plus de chances d'aboutir aujourd'hui qu'il y a 13 ans. En 1996, en dépit des révélations et des manifestations, le scandale fut largement étouffé et l'enquête systématiquement entravée. Mais, depuis Susurluk, l'affaire Ergenekon a montré que désormais la justice n'hésite plus à demander des comptes à des officiels, quel que soit leur niveau de responsabilité, et Mehmet Ağar risque fort, dans les prochains jours, de vérifier à ses propres dépens ce changement de décor.

---

Pour aller plus loin :

[Susurluk](#)

---

## Sources

Source : Article publié sur le blog de l'OVIPoT le 12 février 2009 sous le titre « [Mehmet Ağar comparait devant la justice près de 13 ans après le scandale de Susurluk](#) »